



Après la révolution de la mousson, quel avenir politique pour le Bangladesh ?

Charza SHAHABUDDIN

► Points clés

- Le 5 août 2024, la Première ministre du Bangladesh Sheikh Hasina a fui le pays à bord d'un hélicoptère de l'armée, après deux mois de révolte citoyenne. Elle est depuis exilée en Inde.
- À l'origine du mouvement, les étudiants réclamaient une refonte du système de l'accès aux emplois publics. La mobilisation s'est amplifiée face à une répression policière brutale : arrestations arbitraires, coupures d'internet et meurtres. Au moins 1 000 personnes ont été tuées, manifestants, policiers et victimes collatérales.
- Le 8 août, à l'appel de plusieurs leaders du « Students Against Discrimination », Muhammad Yunus, Prix Nobel de la paix 2006, a été nommé à la tête du gouvernement intérimaire du Bangladesh.
- Nombreux sont les défis qui lui font face : organiser des élections d'ici fin 2025, restaurer l'ordre public, juger les crimes de la Ligue Awami, renforcer l'indépendance judiciaire et proposer des réformes économiques d'ampleur.
- La création en février 2025 d'un nouveau parti par des leaders du mouvement étudiant pourrait redistribuer les cartes.

Introduction

Entre juillet et août 2024, 36 jours d'un soulèvement sans précédent ont mis fin à quinze ans de règne de Sheikh Hasina. L'ancienne Première ministre a été contrainte de fuir sa résidence le 5 août à bord d'un hélicoptère militaire avant de s'exiler en Inde. Le 17 octobre, le Tribunal international des crimes du Bangladesh¹ (qui n'a d'international que le nom) a émis des mandats d'arrêt contre elle et 44 membres de la Ligue Awami. Parti d'une contestation étudiante contre un système de recrutement des fonctionnaires basé sur l'hérédité, le mouvement s'est élargi en une mobilisation nationale contre la corruption, le népotisme et la répression, jusqu'à provoquer la chute du régime avec le soutien de l'armée.

Entre le 6 et le 8 août 2024, un gouvernement de transition dirigé par Muhammad Yunus, lauréat du prix Nobel de la paix en 2006 et fondateur de la Grameen Bank, a été mis en place après une rencontre entre le président, dont les fonctions sont symboliques, et certains leaders étudiants du « Students Against Discrimination » – une plateforme d'étudiants activistes apolitique créée en 2024. La réputation internationale de Yunus a facilité l'acceptation, sur la scène internationale, de sa nomination comme conseiller principal et chef du gouvernement, en conférant une légitimité à cette manœuvre bien qu'elle ne soit pas prévue dans la Constitution².

La mission principale du gouvernement intérimaire est d'organiser des élections libres d'ici la fin 2025 mais l'impatience grandit dans le pays. Face à l'explosion de la criminalité, les citoyens exigent le rétablissement de l'ordre public. Depuis février 2025, l'émergence d'un nouveau parti se revendiquant centriste soulève la question de ses alliances à venir.

D'un mouvement étudiant à une mobilisation nationale

Les étudiants ont manifesté à plusieurs reprises – en 2013, 2018 et 2024 – pour réclamer une réduction du quota d'emplois publics réservé aux enfants des *muktijoddhas*, les anciens combattants de la guerre d'indépendance de 1971. Le mouvement anti-discrimination visait à réduire ce quota de 30 % à 5 % afin de favoriser un système plus

1. Créé en 2009, le Tribunal international des crimes (TIC) du Bangladesh enquête et juge les responsables du génocide de 1971 (1 à 3 millions de morts bangladais), perpétré par l'armée pakistanaise et ses collaborateurs locaux, les Razakars, Al-Badr et Al-Shams, issus de la Jamaat-e-Islami. Souvent accusé d'être instrumentalisé par la Ligue Awami pour éliminer ses opposants politiques, le TIC a prononcé plus d'une centaine de condamnations à mort, dont celles de plusieurs leaders de la Jamaat, jugés responsables de crimes en 1971.

2. M. A. Sayeed et L. Aktar, « Bangladesh in Stasis: No Way Out Without a New Constitution? », *Blog of the International Journal of Constitutional Law*, 7 novembre 2024.

méritocratique³. Les jeunes dénonçaient aussi la corruption, notamment l'émission de milliers de faux certificats de combattants de la liberté depuis la première liste de 1984. Si le nombre de *muktijoddhas* est estimé à 200 000, la liste officielle a souvent été remaniée selon les régimes en place, alimentant ainsi controverses et tensions⁴.

En pleine révolte, le 14 juillet 2024, Sheikh Hasina a déclenché une vive réaction en insinuant que les manifestants étaient des *razakars*, terme désignant les collaborateurs des crimes de guerre de 1971. Cette déclaration a indigné les manifestants, qui ont détourné l'insulte en un slogan de protestation : « Qui es-tu ? Qui suis-je ? *Razakar, Razakar !* Qui dit cela, qui dit cela ? Dictateur, dictateur !⁵ », dénonçant à la fois la répression du régime et l'instrumentalisation de l'histoire de la guerre d'indépendance de 1971. Ce retournement a paradoxalement contribué à la banalisation du terme *razakar*, autrefois synonyme de trahison, tout en affaiblissant l'argumentaire de la Ligue Awami. Au sein de ce mouvement hétérogène, la Jamaat-e-Islam et sa branche étudiante, le Shibir, ont exploité ces accusations à des fins politiques pour se positionner comme un défenseur de valeurs démocratiques après des années de marginalisation.

La répression brutale du mouvement étudiant a transformé la contestation en un soulèvement national, attirant le soutien des citoyens et de la diaspora bangladaise grâce aux réseaux sociaux. Malgré les coupures d'internet et les violences policières, les manifestants ont fait preuve d'une grande résilience, ce qui a renforcé l'image autoritaire du régime⁶. Le gouvernement de Sheikh Hasina est tenu responsable de la mort de près de 1 000 personnes et de plus de 20 000 blessés⁷. En février 2025, l'ONU a publié un rapport dénonçant de graves violations des droits de l'homme⁸.

Une révolte sur fond de crise institutionnelle, politique et sociale

Le soulèvement de cet été, surnommé par les manifestants *borsha biplob*, la révolution de la mousson, est la conséquence d'une crise économique, sociale, institutionnelle et politique profonde.

La crise institutionnelle et politique s'explique en grande partie par l'absence d'un pouvoir judiciaire indépendant. Bien que la Constitution prévoit une séparation des

3. De nombreux *muktijoddhas* n'ont jamais revendiqué ce droit alors que d'autres, qui n'ont pas directement participé aux combats, réclament de ce statut.

4. R. Islam, « More Names Including Mayors, MPs, Secretaries being Added to Freedom Fighters' List », Prothom Alo, 27 septembre 2023 [consulté le 2 novembre 2024], disponible sur : <https://urlr.me>.

5. « "We are Razakars": What is this Loaded Term Used by Student Protesters that has Irked Bangladesh Govt? », *First Post*, 19 juillet 2024, disponible sur : <https://urlr.me>.

6. « Bangladesh's Internet Shutdown Isolates Citizens, Disrupts Business », Reuters, 26 juillet 2024, disponible sur : <https://urlr.me>.

7. S. Munir, « The Moonson Revolution », *The Berlin Pulse*, novembre 2024, disponible sur : <https://urlr.me>.

8. « Bangladesh: UN Report Finds Brutal, Systematic Repression of Protests, Calls for Justice for Serious Rights Violations », communiqué de presse de l'ONU, 12 février 2025, disponible sur : <https://urlr.me>.

pouvoirs judiciaire et exécutif, en pratique, quinze ans de confusion entre l'État, le gouvernement et le parti de la Ligue Awami ont renforcé la mainmise de l'exécutif sur le judiciaire. La crise politique s'est également aggravée avec la corruption endémique, le musellement de l'opposition et les atteintes à la liberté d'expression. La loi sur les technologies de l'information et de la communication de 2006, adoptée sous la coalition BNP-Jamaat, promouvait une définition large de la diffamation en ligne, empiétant largement sur la liberté d'expression. En 2018, la loi sur la sécurité numérique, encore plus restrictive, a intensifié la répression des critiques à l'égard du gouvernement de Sheikh Hasina.

La crise sociale et économique se traduit notamment par un taux de chômage chez les jeunes de près de 16 %, bien supérieur à la moyenne nationale qui est de 5 %. Nombreux sont les jeunes qui cumulent plusieurs emplois précaires, acceptent des postes sous-qualifiés ou s'endettent pour survivre. Cette situation est la conséquence d'une démographie et d'une alphabétisation en hausse, et d'une offre de formations et d'emplois qui peine à suivre.

Le système éducatif divisé en trois filières accentue d'ailleurs les inégalités : l'enseignement général (avec des écoles en anglais et en bengali), les madrasas (écoles coraniques, divisées entre celles supervisées par l'État et celles indépendantes) et la filière technique et professionnelle. En milieu rural, la méconnaissance du système scolaire pousse les familles les plus démunies à privilégier l'éducation islamique dans les madrasas indépendantes. De nombreux groupes islamistes justifient cette préférence en affirmant qu'elle permet aux parents très pieux de préserver leur honneur. Les disparités entre ces filières se traduisent par des écarts notables dans la qualité des enseignants, le contenu des programmes, les infrastructures et, bien sûr, le coût financier. Les familles les plus aisées choisissent quant à elles généralement d'envoyer leurs enfants étudier à l'étranger pour les études secondaires.

Pendant plus d'une décennie, le Bangladesh, qualifié de miracle économique, a connu une croissance soutenue autour de 7 %. Le secteur du textile et de la confection a représenté plus de 80 % des exportations du pays, contribuant ainsi à sortir des millions de personnes de la pauvreté. Cependant, la pandémie de Covid-19 a mis en évidence les risques liés à la forte dépendance à une filière unique. Entre 2022 et 2023, l'industrie du prêt-à-porter a toutefois retrouvé son niveau d'avant la pandémie, représentant 85 % des exportations, soit environ 40 milliards de dollars⁹. Mais les couvre-feux instaurés durant l'été 2024, accompagnés de violences, ont eu des incidences directes sur le fonctionnement des usines de textile, en particulier celles de petite et moyenne taille. En conséquence, plusieurs détaillants mondiaux ont suspendu ou redirigé leurs commandes. Cela a engendré de nombreux conflits liés aux salaires, aux avantages sociaux et aux conditions de travail, déclenchant de nouvelles manifestations en septembre 2024.

9. « Le commerce extérieur du Bangladesh en 2022 – 2023 », Direction générale du Trésor, 25 janvier 2024.

La guerre en Ukraine a aggravé la situation en augmentant les coûts d'importation, notamment ceux de l'énergie, ce qui a eu un impact direct sur le coût de la vie. Les prix agricoles ont atteint des niveaux records, aggravant les tensions économiques. L'inflation élevée résulte de plusieurs facteurs : l'augmentation des prix mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie, et la forte dépréciation de la monnaie nationale, le taka, face au dollar américain. Cette inflation persistante n'a pas été compensée par une hausse des salaires, en particulier pour les travailleurs à faible revenu et non qualifiés qui ont dû réduire leur consommation face à la baisse de leurs revenus réels. Par ailleurs, de nombreux travailleurs, particulièrement les moins bien rémunérés, n'ont pu retirer qu'une partie de leur argent dans les banques, alors confrontées à une pénurie de liquidités.

Chantiers prioritaires et défis pour le gouvernement intérimaire

La stabilisation de l'économie du Bangladesh, notamment par le remboursement des dettes du précédent gouvernement et l'augmentation des réserves de change, est une priorité pour le gouvernement de transition, qui a pour mission principale d'organiser des élections libres d'ici la fin de 2025. Désillusionnés par les partis traditionnels, les manifestants ont rejeté ceux-ci, considérés comme corrompus, d'où l'inclusion de leaders étudiants, de professionnels du droit et de la société civile dans le nouveau gouvernement, marquant une rupture avec les structures existantes. Toutefois, les rencontres répétées de Muhammad Yunus avec des dirigeants islamistes, dont ceux de la Jamaat, suscitent des inquiétudes, tout comme les divisions au sein de l'armée, qui a joué un rôle clé dans la chute du précédent gouvernement. Le report des élections et la prolongation du gouvernement intérimaire au-delà de 2025 pourraient se justifier politiquement, mais alimenteraient encore plus les tensions politiques.

Huit mois après l'instauration du gouvernement intérimaire, la création d'un nouveau parti par les leaders du mouvement anti-discrimination suscite l'espoir de la jeunesse. Nahidul Islam, 27 ans, a démissionné de son poste de conseiller à l'information avant d'annoncer la formation du « Jatiya Nagorik Party » (Parti national des citoyens), qu'il décrit comme centriste. Cependant, les déclarations de ses coordinateurs, Sarjis Alam et Hasnat Abdullah, affirmant que leur politique respectera avant tout les valeurs de l'islam, révèlent une orientation privilégiant l'identité musulmane. Cette prise de position ravive un vieux débat : le BNP met en avant l'identité musulmane, tandis que la Ligue Awami défend l'identité bengalienne. Reste à savoir si le Jatiya Nagorik Party s'alliera avec le BNP ou la Jamaat pour les prochaines élections.

En attendant, l'ordre public reste instable, avec des agressions, des extorsions et des meurtres persistants, notamment à Dhaka où la criminalité s'exerce en plein jour. Les forces de sécurité bangladeshies peinent à restaurer la sécurité et, en l'espace de deux

semaines en février 2025, plus de 8 600 personnes ont été arrêtées. Des incidents comme l'outrage au drapeau bangladaise en Inde et au drapeau indien au Bangladesh, l'agression d'un avocat hindou à Dhaka et l'arrestation d'un ancien dirigeant de l'ISKCON (Association internationale pour la conscience de Krishna, organisation religieuse hindoue radicale) ont mis en évidence l'instrumentalisation politique qui exacerbe les divisions entre les communautés hindoue et musulmane. Muhammad Yunus s'est réuni avec les principaux chefs religieux pour appeler à la vigilance face à la désinformation et la propagande étrangère, en particulier dans les médias¹⁰.

Le débat sur l'identité politique et religieuse du Bangladesh est également ravivé par la proposition de la Commission de réforme constitutionnelle de remplacer le terme « sécularisme » dans la Constitution par le terme « pluralisme »¹¹. Le Bangladesh, fondé sur un nationalisme lié à la langue bengalie et au sécularisme, a constamment vu ce principe remis en cause, notamment en 1988 lorsque l'islam est devenu religion d'État. Bien que le sécularisme ait été rétabli en 2011, l'islam demeure la religion d'État dans un pays à 91 % musulman sunnite (les minorités représentent 8 % d'hindous, et 1 % pour les autres minorités religieuses).

Un autre risque majeur pour ce jeune État-nation est le révisionnisme historique croissant, récemment illustré par l'incendie et la démolition de la maison-musée de Sheikh Mujibur Rahman, père de Sheikh Hasina et fondateur de la Ligue Awami. Symbole de la lutte pour l'indépendance, ce lieu emblématique a été entièrement détruit, tandis que la Jamaat-e-Islami cherche à se dédouaner des crimes de 1971¹² en qualifiant Sheikh Mujibur Rahman (père de Sheikh Hasina et le tout premier Premier ministre du Bangladesh) de fasciste. Depuis le renversement du gouvernement de Sheikh Hasina, la Jamaat souhaite faire peau neuve en organisant par exemple un rassemblement de soutien à la communauté hindoue¹³ ou en se présentant comme un parti pro-indépendance.

Le risque de confiscation politique par les forces islamistes

Les quatre mandatures de la Ligue Awami ont renforcé la violence exercée par sa branche étudiante, la Chatro League, qui disposait de chambres de tortures dans chaque résidence universitaire, où elle infligeait des sévices physiques et psychologiques au nom de la

10. « Yunus to Religious Leaders: We Are Not Each Other's Enemies », *Dhaka Tribune*, 5 décembre 2024, disponible sur : <https://urlr.me>.

11. S. Ramachandran, « Ali Riaz on Recommendations of Bangladesh's Constitutional Reform Commission », *The Diplomat*, 3 février 2025, disponible sur : <https://urlr.me>.

12. T. Ahmed et R. Hasan, « Will apologise if "71 crimes are proven beyond doubt": Shafiqur », *The Daily Star*, 22 octobre 2024, disponible sur : <https://urlr.me>.

13. « Hindu Rally of Jamaat-e-Islam held in Khulna », *The Daily Star*, 11 novembre 2024, disponible sur : <https://urlr.me>.

défense des idées politiques¹⁴. Près de 2 000 exécutions extrajudiciaires et 600 disparitions forcées ont été recensées sous les mandats successifs de Sheikh Hasina, en plus de l'existence du centre de détention secret Aynaghor (« la chambre du miroir »), géré par le renseignement militaire¹⁵. Ce climat de violence politique a étouffé toute initiative de contestation chez les jeunes, jusqu'au soulèvement de l'été dernier contre le régime.

La branche étudiante du Jamaat, l'Islamic Chhatra Shibir, a joué un rôle clé dans la mobilisation et l'orchestration du mouvement. Son histoire est elle-même marquée par de nombreuses violences commises sur les campus. Le Bangladesh porte un lourd passif de violences étudiantes, notamment à travers les branches armées de la Jamaat (Shibir) et du BNP (Chatro Dal), accusées d'exactions similaires entre 2001 et 2006, lorsque ces partis formaient un gouvernement de coalition. Cette période a aussi été marquée par une série d'attaques djihadistes (2004-2005), la Jamaat et le BNP étant accusés d'avoir abrité plusieurs groupes djihadistes. De plus, pendant la guerre d'indépendance de 1971, la Jamaat-e-Islami a soutenu l'armée pakistanaise pour s'opposer à la création du Bangladesh. Plusieurs de ses dirigeants sont accusés de crimes de guerre, notamment le massacre de 1 à 3 millions de Bengalis et le viol de 200 000 à 400 000 femmes.

La Jamaat dispose par ailleurs d'une puissance économique considérable, notamment dans les secteurs de la banque, des assurances et de la construction. Dans les zones rurales, son influence s'exerce particulièrement dans les madrasas réformées (alliant matières laïques et religieuses) où la majorité des enseignants lui sont affiliés ou proches. En marginalisant la Jamaat, Sheikh Hasina a préféré négocier avec des groupes islamistes plus radicaux comme le Hefazat-e-Islam. Cette organisation rassemble des milliers d'enseignants et étudiants de qawmi madrasas, écoles coraniques dont le programme n'est pas encadré par l'État. Elle a obtenu d'importantes concessions du gouvernement de Sheikh Hasina : retrait de poèmes et textes d'auteurs hindous des manuels scolaires ou encore la reconnaissance officielle d'un diplôme de master comme équivalents à ceux de l'enseignement général.

Ces deux institutions éducatives islamiques diffusent l'idée d'une incompatibilité entre identité musulmane et bengalie, condamnent strictement l'homosexualité, relèguent les femmes à des rôles traditionnels dans les manuels scolaires, et rejettent les discours scientifiques sur la biologie et la création du monde. Elles prônent aussi une épuration de la culture bengalie de toute influence hindoue, au profit d'une culture islamique arabe, s'opposant ainsi au sécularisme. Ils rejettent notamment l'héritage des Bauls, des mystiques itinérants mêlant hindouisme, soufisme et tantrisme, incarnant un esprit de coexistence religieuse à travers leurs chansons et leur spiritualité. De plus,

14. « General Students Belong to 80% of University Torture Victims: Study », *The Business Standard*, 8 octobre 2024, disponible sur : <https://urlr.me>.

15. M. Hasan, « At Least 1,926 Killed Extrajudicially in 15 Years of AL Government », *Prothom Alo*, 4 novembre 2024 [consulté le 7 novembre 2024], disponible sur : <https://urlr.me>.

l'afflux de fonds du Proche-Orient et du Golfe, *via* les travailleurs migrants bangladeshis, favorise l'adoption de normes islamiques plus strictes.

Les implications internationales et géostratégiques

Depuis la chute du gouvernement de Sheikh Hasina, l'Inde adopte une position ambivalente face à l'évolution politique du Bangladesh. Le refuge accordé à Sheikh Hasina par le gouvernement de Narendra Modi a provoqué des protestations au Bangladesh, ravivant un sentiment anti-indien, souvent teinté de ressentiment anti-hindou. Des deux côtés de la frontière, l'instrumentalisation de l'identité religieuse par des acteurs politiques et religieux s'intensifie. Les islamistes bangladeshis mêlent la défense de la souveraineté nationale à un sentiment anti-hindou, tandis que les nationalistes hindous du BJP exploitent la désinformation pour renforcer leur propagande anti-musulmane¹⁶.

La capacité du Bangladesh à maintenir des relations constructives, tant avec l'Inde qu'avec la Chine, sera déterminante. Les investissements chinois et indiens dans les ports bangladeshis témoignent de leur lutte d'influence. La Chine s'est déjà entretenue avec des leaders de la Jamaat, ce qui a permis à l'Inde d'accuser Pékin de favoriser un gouvernement pro-pakistanaï¹⁷. Au sud-est, la crainte d'attaques djihadistes à la frontière avec le Myanmar et de l'afflux continu de réfugiés rohingyas explique que le Bangladesh doive garder de bonnes relations avec la junte militaire au pouvoir depuis 2021. En ce qui concerne la coopération régionale, Yunus a proposé de relancer l'Association sud-asiatique de coopération régionale, envisageant un modèle similaire à celui de l'Union européenne (UE) pour faciliter le commerce transfrontalier.

La victoire électorale de Trump a des répercussions majeures sur les relations entre les États-Unis et le Bangladesh. La suspension de l'Agence américaine pour le développement international a eu pour conséquence de couper les aides au gouvernement intérimaire du Bangladesh¹⁸. Dans ce contexte, le Bangladesh poursuit sa coopération avec l'UE : en décembre 2024, Muhammad Yunus avait réuni à Dhaka 28 représentants de l'UE pour discuter de coopération économique, mais aussi de questions climatiques et de solutions viables pour traiter la crise des Rohingyas¹⁹.

16. R. Faridi, « Indian Media's Misinformation Campaign on Bangladesh », *The Diplomat*, 5 décembre 2024, disponible sur : <https://urlr.me>.

17. « China Courts Bangladesh Jamaat-e-Islami: A Geopolitical Gamble India Can't Ignore », *Firstpost*, 3 septembre 2024, disponible sur : <https://urlr.me>.

18. « USAID Halts Funding to Bangladesh after Trump Imposes 90-day Hold on All Foreign Aid », *The New Indian Express*, 26 janvier 2025, disponible sur : <https://urlr.me>.

19. « Chief Adviser Yunus Holds Meeting with 28 EU Diplomats », *The Business Standard*, 9 décembre 2024, disponible sur : <https://urlr.me>.

Charza Shahabuddin, politiste, est docteure associée au Centre d'études sud-asiatiques et himalayennes (Cesah) de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Comment citer cette publication :

Charza Shahabuddin, « Après la révolution de la mousson, quel avenir politique pour le Bangladesh ? », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 20 mars 2025.

ISBN : 979-10-373-1021-7

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2024

Couverture : Dhaka Bangladesh-August 04 2024 ©Mdsabbir/Shutterstock.fr



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

lfri.org

